

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO

Re di Sardegna, di Cipro e di Gerusalemme,

Duca di Savoia, di Genova,

Principe di Piemonte, &c. &c.

Sulla proposizione dei Ministri Segnerari di Stato per gli affari
Esteri e della Marina,

abbiamo ordinato ed ordiniamo

Articolo Unico

I Ministri suddetti sono incaricati di presentare alla Camera dei
Deputati il qui unito progetto di legge pel riordinamento del Servizio
Sanitario marittimo sulla base della convenzione internazionale
Sanitaria firmata a Parigi il 3. Febbraio 1892. e di sostenere
la discussione.

I predetti Nostri Ministri sono incaricati dell'Esecuzione
del presente.

Dat. Torino il 7. Marzo 1892.

Vittorio Emanuele

C. Lavou *Agello*

15

Convention Sanitaire

Paris 3. Février 1852.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Sa Majesté
l'Empereur d'Autriche; Sa Majesté le Roi du
Royaume des Deux-Siciles; Sa Majesté la Reine des
Espagnes; Sa Sainteté le Pape; le Prince Prési-
dent de la République Française; Sa Majesté la
Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-
lande; Sa Majesté le Roi de la Grèce; Sa Ma-
jesté la Reine de Portugal et des Algarves; Sa
Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Son
Altesse Impériale et Royale l'Archiduc Grand-Duc
de Toscane; Sa Hautesse l'Empereur de Turquie;

Etant également animés du désir de sauvegarder
la santé publique dans leurs États respectifs, et de
faciliter, autant qu'il dépend d'eux, le développement
des relations commerciales et maritimes dans la Médi-
terranée; et ayant reconnu qu'un des moyens les
plus efficaces pour amener ce résultat était d'intro-
duire la plus grande uniformité possible dans le ré-
gime sanitaire observé jusqu'ici, et d'alléger ainsi
les charges qui pèsent sur la navigation, ont chacun,
dans ce but, chargés deux Délégués, réunis en conférence

à Paris, de discuter et pour les principes sanitaires sur lesquels ils ont senti le besoin de s'étendre.

Le travail de la conférence ayant été approuvé par eux, ils ont résolu de négocier une Convention spéciale, suivie d'un Règlement sanitaire international, et ont à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

La Majesté le Roi de Sardaigne, Mr. Magnetto, Chevalier de l'Ordre des Sts. Maurice et Lazare, et de l'Ordre national de la Légion d'honneur, Consul général de Sardaigne à Lyon, et Mr. Luigi Bo, Chevalier de l'Ordre des Sts. Maurice et Lazare, Officier de la Légion d'honneur, Président de l'Académie Royale de médecine et des sciences naturelles de Gènes, et professeur de médecine à l'université de la même ville.

La Majesté l'Empereur d'Autriche,

La Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles,

à Sa Majesté la Reine des Espagnes,

à Sa Sainteté le Pape,

Le Prince Résident de la République Française,
M. Louis-Félix Etienne Marquis Viegot,
Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, Chevalier
de l'Ordre Royal de St. Ferdinand d'Espagne
de deuxième classe, Ministre au Département des Affaires
Étrangères;

à Sa Majesté la Reine du Royaume Uni
de la Grande Bretagne et d'Irlande,

à Sa Majesté le Roi de la Grèce,

à Sa Majesté la Reine de Portugal et
des Algarres

D. J.

S. M. Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

Son Altesse Impériale Royale l'Archiduc
Grand Duc de Toscane,

S. M. l'Empereur de Turquie,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivans:

Art. 1^{er}

Les hautes Parties contractantes se réservent le droit de se prémunir, sur leurs frontières de terre, contre un pays malade ou compromis, et de mettre ce pays en quarantaine.

Quant aux arrivages par mer, Elles conviennent en principe:

1^o d'appliquer à la peste, à la fièvre jaune et au choléra les mesures sanitaires qui seront spécifiées

}
}

dans les articles ci après,

2° de considéré comme obligatoire pour tous les bâtiments la production d'une patente, sauf les exceptions mentionnées dans le Règlement sanitaire international annexé à la présente Convention.

Tout port sain aura le droit de se prémunir contre un bâtiment ayant à bord une maladie réputée importable, telle que le typhus et la petite vérole maligne.

Les administrations sanitaires respectives pourront, sous leur responsabilité devant qui de droit, adopter des précautions contre d'autres maladies encore.

Il est bien entendu, toutefois, 1° que les mesures exceptionnelles mentionnées dans les deux paragraphes précédents, ne pourront être appliquées qu'aux navires infectés et ne compromettent, dans aucun cas, le pays de provenance; 2° que jamais aucune mesure sanitaire n'ira jusqu'à repousser un bâtiment quelqu'il soit.

Art. 2.

L'application des mesures de quarantaine sera réglée à l'avenir d'après la déclaration de

fiévreusement faite par l'autorité sanitaire instituée
au port de départ, que la maladie existe réellement.

La cessation de ces mesures se déterminera sur
une déclaration semblable que la maladie est éteinte,
après, toutefois, - l'expiration d'un délai fixé à trente
jours pour la peste; à vingt jours pour la ~~choléra~~
fièvre jaune et à dix jours pour le choléra.

Art. 3.

À partir de la mise à exécution de la présente
Convention, il n'y aura plus que deux patentes, la
patente brute et la patente nette; la première pour
la présence constatée de maladie, la seconde pour l'ab-
sence attestée de maladie. La patente constatera l'état
hygiénique du bâtiment. Un bâtiment en patente net-
te, dont les conditions seraient évidemment mauvaises
et compromettantes, pourra être assimilé, pour mesure
d'hygiène, à un bâtiment en patente brute et soumis
au même régime.

Art. 4.

Pour la plus facile application des mesures
quarantainaires, les hautes Parties Contractantes
conviennent d'adopter le principe d'un minimum

et d'un maximum.

1922

En ce qui concerne la peste, le minimum est fixé à six jours pleins et le maximum à quinze.

Dis que le Gouvernement ottoman aura complété dans les termes prévus par le Règlement annexé à la présente Convention, l'organisation de son service sanitaire, et que des médecins Européens auront été établis, à la diligence des Gouvernements respectifs, sur tous les points où leur présence a été jugée nécessaire, les provenances de l'Orient en patente nette seront admises en libre pratique dans tous les ports des hautes Parties contractantes. En attendant, il est convenu que ces mêmes provenances arrivant en patente nette seront reçues en libre pratique après huit jours de traversée, lorsque les navires auront à bord un médecin sanitaire, et après six jours, quand ils n'en auront pas.

Le droit est réservé aux pays, les plus voisins de l'Empire Ottoman, tout en continuant leur régime quarantenaire actuel de prendre, dans certains cas, telles mesures qu'ils croiront indispensables pour le maintien de la santé publique.

En ce qui concerne la fièvre jaune et lorsque

il n'y aura pas eu d'accident pendant la traversée, le minimum sera de cinq jours pleins et le maximum de sept jours.

Le minimum pourra être abaissé à trois jours lorsque la traversée aura duré plus de trente jours, et si le bâtiment est dans de bonnes conditions d'hygiène. Quand des accidents se seront produits pendant la traversée, le minimum de la quarantaine à imposer aux bâtiments sera de sept jours et le maximum de quinze.

Enfin pour le choléra, les provenances des lieux où régnera cette maladie pourront être soumises à une quarantaine d'observation de cinq jours pleins, y compris le temps de la traversée; quant aux provenances des lieux voisins ou intermédiaires notoirement compromis, elles pourront aussi être soumises à une quarantaine d'observation de trois jours, y compris la durée de la traversée.

Les mesures d'hygiène seront obligatoires dans tous les cas et contre toutes les maladies.

Art. 5.

Pour l'application des mesures sanitaires, les mar-

}

chandises seront rangées en trois classes: la première, pour les marchandises soumises à une quarantaine obligatoire, et aux purifications; la seconde pour celles assujéties à une quarantaine facultative; la troisième, enfin pour les marchandises exemptées de toute quarantaine.

Le règlement sanitaire international spécifiera les objets et marchandises composant chaque classe, et le régime qui leur sera applicable, en ce qui concerne la peste, la fièvre jaune et le choléra.

Art: 6.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à maintenir ou à créer pour la réception des bâtiments, des passagers, des marchandises et autres objets soumis à quarantaine, le nombre de lits requis par les exigences de la santé publique, par le bien-être des voyageurs et par les besoins du commerce, le tout dans les termes énoncés par le Règlement sanitaire international.

Art: 7.

Pour arriver, autant que possible, à l'uniformité dans les droits sanitaires, et pour n'imposer à la navigation de Leurs Etats respectifs que les charges nécessaires pour couvrir simplement sans frais, les Hautes Parties Contractantes,

3

tantes, sous la réserve des exceptions prévues dans le Règlement sanitaire international, arrêtent en principe :

1^o que tous les navires arrivant dans un port, paieront, sans distinction de pavillon, un droit sanitaire proportionnel sur leur tonnage;

2^o que les navires soumis à une quarantaine paieront, en outre, un droit journalier de station;

3^o que les personnes qui séjourneront dans les lazarets paieront un droit fixe pour chaque journée de résidence dans ces établissements;

4^o que les marchandises déposées et désinfectées dans les lazarets seront assujéties à une taxe au poids ou à la valeur.

Les droits et taxes mentionnés dans le présent article, seront fixés par chaque Gouvernement et signifiés aux autres Parties Contractantes.

Art. 8.

En fin d'amener également la plus grande uniformité possible dans l'organisation des administrations sanitaires, les Hautes Parties contractantes conviennent de placer le service de la santé publique dans les ports de leurs États qu'elles se réservent de désigner, sous la direction d'un agent responsable, nommé et rétribué par le

Art: 11.

La présente Convention et le Règlement sanitaire international y annexé, auront force et vigueur pendant cinq années. Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention d'en faire cesser les effets en ce qui La concerne, ils resteront en vigueur pendant une année encore, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

Art: 12,

Il est bien entendu que les Hautes Puissances Contractantes s'engagent réciproquement les unes envers les autres pour tout ce qui concerne l'ensemble comme les détails de la présente Convention dont le Protocole demeurera ouvert à la signature des Plénipotentiaires respectifs.

Art: 13,

La présente Convention et son annexe seront ratifiées suivant les lois et usages de chacun des Hautes Parties contractantes et les Ratifications en seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention ainsi que son Annexe et y ont apposé le cachet de leurs armes. - Fait et conclu à Paris Le 3 Février 1852. Les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne. (I.S.) G. Magnetto. (I.S.) Dr. Angelo Brogioni. Le Ministre des Affaires Etrangères de France. (I.S.) M. Curgot.

Gouvernement, et assisté d'un Conseil représentant les intérêts locaux. Il y aura, en outre, dans chaque pays, un service d'inspection sanitaire qui sera réglé par les Gouvernements respectifs.

Item Dans tous les ports où les Puissances Contractantes ont des Consuls, un ou plusieurs de ces Consuls pourront être admis aux délibérations des Conseils Sanitaires pour y faire leurs observations, fournir des renseignements et donner leur avis sur les questions sanitaires.

Toutes les fois qu'il s'agira de prendre une résolution spéciale à l'égard d'un pays, et de le déclarer en quarantaine, l'agent consulaire de ce pays sera invité à se rendre au Conseil et entendu dans ses observations.

Art: 9.

L'application des principes généraux consacrés par les articles qui précèdent et l'ensemble des mesures administratives qui en découlent, seront déterminés par le règlement ^{international} sanitaire annexé à la présente Convention.

Art: 10.

La faculté d'accéder à la présente Convention et à son annexe est expressément réservée à toutes les Puissances qui consentiront à accepter les obligations qu'elles consacrent.

3

Annexe,

Règlement Sanitaire International.

Conformément aux principes posés dans la Convention Sanitaire qui précède, les Hautes Parties contractantes ont adopté le règlement général suivant pour être observé dans tous leurs ports de la Méditerranée, et de la Mer Noire, et servir de base aux règlements

Annexe n° 2.

1.

particuliers de chaque pays; ces réglemens, dont les Gouvernemens respectifs se communiqueront le texte, seront formulés de manière à établis dans le service sanitaire des différents pays la plus grande uniformité possible.

Titre I^{er}.

Dispositions générales.

Article Premier.

Conformément à l'article 1^{er} de la Convention, les mesures de précaution qui pourront être prises sur les frontières de terre seront:

- L'isolement,
- La formation de cordons sanitaires,
- L'établissement de lazarets permanents ou temporaires pour l'accomplissement des quarantaines.

Article 2^d.

Le droit accordé à tout port sain de se présenter contre un bâtiment suspect ou malade pourra aller jusqu'à l'isolement du navire et l'adoption des mesures hygiéniques que les circonstances rendraient

nécessaires.

Art. 3.

Quel que soit le nombre des malades qui se trouvent à bord et la nature de la maladie, un navire ne pourra jamais être repoussé, mais il sera assujéti aux précautions que commande la prudence, tout en conciliant les droits de l'humanité avec les intérêts de la santé publique.

Dans les ports qui n'ont pas de lazarets, l'administration sanitaire locale déterminera si le bâtiment suspect ou malade doit être dirigé sur un lazaret voisin, ou peut rester au mouillage dans un lieu réservé et isolé sous la garde de l'autorité sanitaire.

Il ne pourra être dirigé sur un autre lazaret qu'après avoir reçu les secours et soins que réclamerait son état ou celui de ses malades, et avoir obtenu les moyens de continuer son voyage.

Art. 4.

La peste, les fièvres jaunes et le choléra étant, d'après la convention, les seules maladies qui entraînent des mesures générales et la mise en

quarantaine des lieux de provenance, les précautions prises contre les autres maladies, quelles qu'elles soient; ne s'appliqueroit jamais qu'aux seuls bâtimens suspects ou malades.

Titre II.

Mesures relatives au départ.

Art. 5.

Les mesures relatives au départ comprendront l'observation, la surveillance et la constatation de l'état sanitaire du pays; la vérification et la constatation de l'état hygiénique des bâtimens qui en partent, de leurs cargaisons et vices, de la santé des équipages; des renseignements, quand il y a lieu, sur la santé des passagers, et enfin les patentes de santé, et tout ce qui s'y rapporte.

Art. 6.

Ces observations, surveillance, constatation et vérification seront confiés aux Autorités ci-après désignées. (Titre VIII.)

Continueront d'être en vigueur, dans les Etats des
Hautes Parties contractantes, les dispositions sanitaires
qui ne sont point contraires à la Convention qui précède
et au présent Règlement international.

Signé à Paris, les mêmes jour et au que dessus.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de
Sardaigne :

(L.S.) (Signé) G.^e Magnetto.

(L.S.) (Signé) De Angelo Bo

Le Ministre des Affaires étrangères de France

(L.S.) (Signé) M^{rs} Turgot.

Pour Copie conforme à l'original
Turin le 8. Mars 1852.

Le Premier Officier du Ministère
pour les affaires étrangères

Joeteau



Progetto di legge
presentato dal Ministro degli Interni, e Dep. della Marina
nella Camera degli 8 maggio 1852

Conoscenza internazionale sanitaria
e riordinamento del servizio sanitario marittimo.

Signori Deputati

La necessità d'un nuovo ordinamento della Sanità Marittima nei Regi Stati, era da gran tempo universalmente sentita, e venne più volte espressa dai Consigli Sanitari del Regno.

Il Governo del Re in diverse epoche e più particolarmente in questi ultimi tempi rivolse la sua attenzione su questo importante argomento, e molte riforme intradusse nel servizio sanitario che hanno assai contribuito a minorare gli ostacoli che per le quarantene troppo frequenti e rigorose da lunga età si frapponevano al libero sviluppo delle comunicazioni marittime.

Non pertanto le riforme erano ancora insufficienti al bisogno, e si faceva ogni dì più evidente che non senza grave dispendio degli interessi i più vitali della Navigazione e del Commercio nazionale, e senza una corrispondente utilità dal lato della Pubblica preservazione, si lasciava ancora sussistere un sistema di Sanità Marittima non consona ai tempi e troppo lontano dalla pratica seguita dalle più incivilite e più grandi Nazioni che hanno Porto

nel Mediterraneo. Ma se da una parte
la necessità di una completa riforma degli
ordini Sanitarij del Regno era manifesta,
non potevasi così facilmente mandarla ad
effetto, perchè oltre alle vecchie tradizioni a
superare si esigeva eziandio un accordo
preventivo di tutte o presso che tutte le
Potenze Marittime Esterne, cuiò le insolite
riforme tra noi non ricapero al nostro
Commercio ed alla navigazione all'Estero
e specialmente nei Porti fiontini. Stabiv
aggravj deplorabili di quarantene per le
procedenze nei Regj Stati e di sequestri nei
Lazzaretti, il che era ragionevolmente a
temersi, troppo essendo gli esempi che il
comprovavano, Dappoichè gli Ordinamenti
Sanitarij Marittimi sono di loro natura
ordinamenti Internazionali, per cui non
può fu di essi esercitarsi l'azione Governativa
del Paese colla stessa efficacia e libertà
d'azione come il può in altre ^{materie} ~~argomenti~~
d'interesse territoriale o d'interna ammi-
nistrazione.

Per queste considerazioni il Governo
del Re volendo pure arrivare ai mezzi più
bonci onde operare la riforma Sanitaria
che era un generale desiderio degli uomini
più illuminati del Paese più volte espresso
dal Consiglio Generale di Sanità Marittima

in Genova e dal Consiglio Superiore di
 Sanità di Torino in sul cominciare del
 1890. per mezzo del Ministero degli Affari
 esteriori ~~si~~ iniziativa di promuovere
 l'esecuzione del Progetto di un Congresso
 di Rappresentanti dei vari Governi aventi
 Porti nel Mediterraneo onde addivenire ad
 adottare misure sanitarie uniformi in
 tutti ~~quei~~ ~~Porti~~, mediante le quali senza
 troppo incagliare il Commercio si ottenesse
 una sufficiente garanzia per la preservazione
 della Pubblica Salute.

^{all'} ~~La~~ ~~grande~~ iniziativa presa dal Governo
 del Re proseguirono poco dopo le proposizioni
 della Francia, dove per vero dire il progetto di un
 Congresso Sanitario Internazionale era già stato
 negli anni precedenti e dai diversi Governi che
 talora si presentavano, preso in grave considerazione
 ed aveva incontrato le simpatie dei più distinti
 uomini di Stato ed Economisti di quella grande
 nazione. La Francia non potermi nessuna
 opera ed ufficio presso le Potenze Esterne Meri-
 time che hanno Porti nel Mediterraneo,
 perché inaspettata di esse voleva mandare
 due Delegati in Parigi alle Conferenze Sanita-
 rie aperte in quella Capitale, e questi Delegati
 in numero di Ventiquattro, e rappresentanti
 dodici nazioni ~~ufficiali~~, dopo quasi otto mesi

Di lavoro assiduo, d'indagini, e di Rifugi: i
approfonditi hanno di comune accordo testé
elaborato il progetto di Convenzione Sanitaria
Internazionale, ed il Regolamento Sanitario
annesso per tutti i Porti del Mediterraneo,
che fu segnato il 3 febbraio ultimo in Parigi
dai Plenipotenziari della Sardegna e della
Francia.

Sulle basi poste nella Conferenza Sanitaria
Internazionale, riunita a Parigi è redatto il
progetto di Legge di organizzazione del
Servizio Sanitario Marittimo dei Regi Stati
che d'ordine del Re ~~ha~~ l'onore di sottoporre alle Vostré
Deliberazioni. Il principio che informa la
nuova Legge si è l'autorità espressa al
Solo Governo di stabilire il Regolamento
quarantenario, e di decretare le misure
Sanitarie alle quali dovranno andar
soggette le procedure Marittime nei Porti
dello Stato. Quanto maggiori sono i
Sacrificj che s'impongono nelle quarantene,
tanto più grandi devono essere le garanzie
perchè di questa facoltà non si abusi, e
non si porti al di là dei questi confini entro
i quali vuol essere circoscritta e contenuta.
Il Solo potere responsabile dei suoi atti
rimanendo al Re ed alla Corona, è il Ministero,
e questo potere responsabile è anche il più
antiveggente, ed il più atto per l'emarginando

posizione in cui è messo e per i mezzi dei quali può disporre a circondarsi di tutti i lumi e di tutte le informazioni che possono meglio abilitarlo e dirigerlo nell'uso di una facoltà così enorme quale è quella di privare colle quarantene per un certo tempo della libertà individuale un gran numero di Cittadini, di arrestare i traffici primaria fonte della ricchezza del Paese, ed imporre aggravii per misura di Salute Pubblica in opposizione alla legalità, al diritto di proprietà, ed alla libertà individuale. Ognun vede che farebbe questa facoltà assai mostruosa se non fosse pienamente giustificata da una necessità inevitabile riconosciuta per unanime consenso da tutti i Popoli civilizzati quella della preservazione della Pubblica Salute. -

Ca. 2. 11

ed il progetto di Legge sottoposto alla Camera, al Consiglio Generale di Sanità Marittima in Genova ed alle Consulte create col Regio Editto del 22. Aprile 1848. sono costituiti due Consigli di Sanità uno dei quali residente in Genova, e l'altro a Cagliari. Ambedue questi Consigli hanno attribuzioni assai larghe e meglio conformi allo scopo della loro istituzione che è quello di illuminare il Governo circa i miglioramenti da introdursi nel Servizio Sanitario Marittimo e le provvidenze a prendersi meglio atte a

garantire la Pubblica Incolumità, non che
a vigilare sulla perfetta esecuzione dei
Regolamenti Sanitarij in vigore. Elevati
in qualche modo a consiglieri naturali e
ordinarij del potere responsabile o del Ministero
da cui rilua l'Amministrazione Sanitaria
Marittima dello Stato, i Consiglij Sanitarij
avranno e per gli elementi dei quali si
compongono, e per la conoscenza più speciale
che essi possederanno della condizione sanitaria
della rispettiva giurisdizione, una grande
influenza, senza che sia necessario di accordar
loro una autonomia propria. Che se in
antichi tempi era forse utile, sarebbe
attualmente un vero anacronismo, e
potrebbe generare inconvenienti di vario
genere, ^{o ritardare} tanto agli interessi del Paese,
ai traffici, ed alle Comunicazioni Marittime.

Concentrata sul nuovo progetto di
Legge nel Ministero l'autorità di stabilire
le Quarantene e i provvedimenti che ne
derivano è di tutta necessità che vi sia
ove si trova un Consiglio Sanitario un
Direttore il quale sotto la sua responsabilità
dirami gli ordini del Ministero, e ne
dirigga e sorvegli l'esecuzione per tutto
ove si estende la giurisdizione Sanitaria
Marittima a lui commessa. È pure
di tutta necessità che ai Consiglij di Sanità

terrestre entro quella giurisdizione incumba
l'obbligo di rendere avvisato il Direttore ogni
volta che occorrono nei proprii loro Distretti
malattie capaci d'atterare la Pubblica
Salute. La Sanità Marittima nei Regi
Stati non è ora legata alla terrestre per
alcun vincolo ben determinato, e si rende
essenzialissimo il farlo, perchè la nostra
Patente di Sanità all'Estero abbia quella
fede che a un documento di tanto impor-
tanza si addice, acciò in veruna circostanza
le procedure dei nostri Porti non soffrano
nei Porti Esteri pregiudizj di più di un
genere. Siffatti inconvenienti il Congresso
Internazionale di Parigi ha voluto far
cessare ed ridonare alla Patente sanitaria
l'importanza che ebbe per lungo volgere
di tempo, e che in questi ultimi anni
era con molto danno della Navigazione e
del Commercio di molto diminuita.

ed il progetto di Legge che si è sottoposto
la Tariffa dei Diritti Sanitarij da percipi
dalle Regie Finanze è solo proporzionata alle
Spese che il Governo deve sopportare per l'
attuazione delle prescrizioni sanitarie Marittime
Sanità nella Convenzione e Regolamento
annesso segnato in Parigi. Il vantaggio
che da questa nuova Tariffa ne risulterà
al Commercio ed alla navigazione in

3
confronto dell'attuale è assai rilevante. A
dimostrarlo basta il Vire che l'attivo dell'
introito della Cassa Sanitaria prima della
recente ammissione a libera pratica della
Patente netta del Levante rilevava alla
cappiua somma di L. 330/m. circa, e
per la nuova Tariffa, e colle nuove economie
verrebbe ad essere diminuito di ben L. 180/m.,
e ridotto così a tenore della Convenzione
di Parigi, al puro compenso delle spese
incontrate dalle Finanze per l'Amministrazione
Sanitaria Marittima nei Porti ed in tutto
il Littorale dei Tre Stati compresa l'Isola
di Sardegna. Si aggiunga che questo vantaggio
è ancora un nulla rispetto a ben maggiori
che ne risulteranno alla Marina mercanti-
tile dalle risparmi di tempo, di paghe di
marinaj, dalla espansione delle forti spese
nei stabilimenti quarantenesi, e per le
Guardie Sanitarie a Bordo, e i Paulini di
Lazzarotti, ec. -

3
Sebbene l'ora innanzi le Quarantene
non faranno più che un'eccezione perche'
solamente limitate ai casi di Patente brutta,
non è però diminuita la sorveglianza
Sanitaria per parte dell'Amministrazione a
cui è commessa, che anzi si estenderà su
tutto quanti i navigli che approdano nei

Porto e nel Littorale dello Stato, o ne
partono: questa sorveglianza è inoltre
resa obbligatoria per le decisioni del
Congresso di Parigi. È conseguita quindi
la necessità di un Personale sufficiente perché
si eseguisca nei modi atti ad ottenere lo
scopo per cui è istituito. Inoltre si
esige pure molta spesa per la conservazione
e la riparazione come per il passato degli
Stabilimenti di quarantena e dei Lazaretti.
Per le quali considerazioni anche coll'econo-
mia assai rilevante di L. 30 per circa che
nel nuovo Bilancio vorrebbe fatta per la
riduzione del numero degli impiegati e dell.
Pianta del Personale, la spesa richiesta pel
nuovo servizio sanitario rileverebbe, ridotta
a termini i più rigorosi, a L. 180 per circa,
di cui bisogna assicurare lo incasso alla
Finanza mediante la fissazione di un
Diritto per l'ammissione a libera pratica
dei navigli senza distinzione di Bandiere.
Gioverà notare che le profonde
innovazioni fatte nel Sistema sanitario non
danno a credere che il prodotto delle Stazioni
ed altre operazioni di contumacia negli
Stabilimenti di quarantena abbia ad essere
di grande entità: assicurando anzi d'un
colpo d'occhio le conseguenze della riforma

si può ben dire che tale provento non
oltrepasserà le 50 mila Lire annue, ed in
alcuni anni appena toccherà la metà
di questa somma.

Ed alla fissazione dei Diritti Sanitarij
volendo uniformarsi alla Convenzione di
Parigi è forza l'ammettere che fin dove
su tutte le navi si esercita la Sorveglianza
Sanitaria così tutte abbiano a sopportare
una parte della spesa che incute lo Stato
per questa Sorveglianza fatta nell'interesse
della Pubblica Salute. Sembra però equo
che la Capa di Sanità non abbia a pagare
su tutte le procedure marittime in egual
modo e colla stessa misura, e che debbano
essere maggiormente gravate le derivazioni
marittime da Paesi Esteri soggetti a
malattie endemiche trasmissibili, imperciocchè
che sono tali località che obbligano le
Potenze Marittime del Mediterraneo a
sostenere le gravi spese del servizio
Sanitario Marittimo e la manutenzione
e conservazione dei Stabilimenti Sanitarij
e dei Lazaretti, e del Personale che vi è
addetto.

D' altra parte anche pagando un
Diritto che a primo aspetto sembra
grave, quelle procedure varrebbero più

1

Di una buona metà a fronte dei Diritti
che finora pagavano, oltre che si può dire
che esse godono quasi esclusivamente dei
benefici della riforma che loro fa realizzare
pare vantaggi d'immensa importanza.
Non potendosi ragionevolmente imporsi di
quale aggravio come le prime, le navi di
altra derivazione, per cui non obbligano
lo Stato alle forti spese e all'interatte-
nimento di Stabilimenti Sanitarij, oltre
che ciò male si comporterebbe da quei
navigli che fanno frequenti approdi
nel corso di un anno nei Porti e nel
Pettorale dei Regi Stati, e che non sono
debiti ai lucrosi Commerci del Levante
e delle Americhe.

La taxa di Sanità adunque fu
graduata nel presente progetto di Legge
in tal senso che gravando in ragione
delle cause per le quali si mantiene
il servizio sanitario colpevole per il
Massimum le navi che abbiano toccato
la Libia Asiatica ed Europea, l'Egitto,
la Siria, e le Spole dell'Impero Ottomano
esclusi i paesi delle Regenze Barbariche.
Per il medio le navi provenienti dalle
Americhe: Per il Minimum ogni altro
provenienza marittima, esclusa

navi che fanno il Cabottaggio sulle Coste dello Stato, e quelle che secondo il Regolamento e i Trattati Speciali saranno dispensate dall'obbligo della Patente, la quale circostanza giusta la Convenzione Sanitaria Internazionale di Parigi (1875) rende esenti dal pagamento di qualunque diritto Sanitario.

Già sperare che la nuova organizzazione Marittima nei 37 Stati come è tracciata nel progetto di legge sottoposto alla Camera, e stabilita sulle basi indicate nel trattato di Parigi, incontrerà l'approvazione vostra e del paese, e giovi all'intento di procurare più efficacemente la pubblica salute meglio che per il passato, nello stesso tempo che porterà sicuramente un vantaggio copioso colla diminuzione delle spese e degli aggravii che pesavano finora sul commercio e la navigazione nazionale.

Un pensiero d'umanità e di civiltazione spingeva i Delegati al Congresso di Parigi a raccomandare ai Governi rispettivi la mitigazione delle pene in generale troppo gravi e severe inflitte ancora nella legislazione dei diversi Stati contro coloro che si rendono rei di infrazioni alle leggi e ai regolamenti sanitari in vigore. Il Congresso intanto conobbe il

1
voto che la pena di morte fosse fin d'ora abolita
in tutti quei casi di violazione delle leggi sanitarie
nei quali è comminata. — Il Governo del Re ha
accolto con piacere il voto umano e conforme
all'indole generosa dei tempi emanato all'unani-
mità dalla Conferenza di Parigi, e nella legge
sottoposta alla vostra sanzione vi propone di
abolire la pena di morte nei casi contemplati nel
3° Editto degli 11. Ottobre 1831. tuttora in vigore
nei Regni Uniti, e sarà ben tosto sua cura di
presentarvi un progetto di legge per cui si ottenga
la riforma delle pene in materia sanitaria,
riforma che porterà una giusta repressione dei delitti
contro la pubblica incolumità senza l'aggravazione
delle pene che non è più dei tempi, e che rende
la legge sanitaria degli 11. Ottobre 1831. inapplicabile,
e contraria allo scopo stesso di repressione per cui fu
emanata.

Progetto di Legge

apoi

Disposizioni Generali

Art. 1°

Il Governo del Re è autorizzato a dar piena ed intera esecuzione alla convenzione internazionale Sanitaria ed all'annesso Regolamento firmati a Parigi il 3 febbrajo 1852.

Art. 2°

A datare dalla promulgazione della presente legge sono abolite il consiglio generale, le consulte e le giunte di Sanità Marittima create colla legge del 22 Aprile 1848.

Art. 3.

Le competenze e le attribuzioni tutte in materia sanitaria marittima in qui devolute al consiglio generale di Sanità di Genova sono riservate al Governo del Re e poste sotto la dipendenza del Ministero di Marina al quale spetterà di stabilire i periodi di quarantena e revocarli.

Art. 4.

Il Ministro di Marina eserciterà la sua Autorità nei porti e nel litorale dello Stato per mezzo di Direttori ed Agenti Sanitari.

Vi saranno nello Stato due Direzioni del Servizio Sanitario Marittimo.

Una a Genova pel litorale de' Regi Stati di terraferma compresa l'Isola di Capraja e l'altra a Cagliari pel litorale della Sardegna.

Art. 5.

Saranno Agenti di Sanità negli altri siti d'ancoraggio del litorale marittimo i Capitani di Porti e Spiagge o gli Amministratori della Marina Mercantile delegate dal Ministro di Marina.

In quei siti d'ancoraggio ove non esistesse Capitano di Spiaggia od Amministratore di Marina potrà essere delegato come Agente di Sanità l'impiegato delle Regie Dogane.

Odi Consigli Sanitari

Art. 6.

È creato nelle città di Genova e Cagliari un Consiglio Sanitario

Marittimo

Questi Consigli saranno composti:

In Genova

Dell'Intend^{te} Gen^{le} della Divisione Amministrativa Presidente

Del Sindaco

Dell'Intend^{te} Gen^{le} di Marina

Del Presidente della Camera di Commercio

Del Capitano del Porto

Del Direttore Sanitario

Del V^o Presid^{te} del Consiglio Provinciale di Sanità

Del Direttore delle Dogane

Di due Membri del Municipio nominati
dal medesimo

Di due Capitani Marittimi nominati
dalla Camera di Commercio

Del Medico applicato alla Direzione di
Sanità Marittima.

In Cagliari

Dell'Intend^{te} Gen^{le} della Divisione Amministrativa Presidente

Del Sindaco

Del Presid^{te} della Camera di Commercio

Del Capitano del Porto

Del Direttore Sanitario

Del V^o Presid^{te} del Consiglio Prov^o di Sanità

Del Console di Marina

Del Direttore delle Dogane

Di due Membri del Municipio nominati
dal medesimo

Di due Capitani Marittimi od Armatori
nominati dalla Camera di Commercio o dal Municipio

Del Medico applicato alla Direzione di Sanità
Marittima.

Art 7.

I Membri del Municipio ed i Capitani Marittimi saranno rinnovati ogni triennio.

Potranno essere confermati.

Art 8.

I Consigli Marittimi di Sanità si raduneranno almeno una volta al mese.

Le loro deliberazioni saranno prese a maggioranza di voti.

La presenza di Sei Membri oltre il Presidente basterà per render valide le deliberazioni.

Art 9.

I Consigli Sanitari Marittimi hanno le attribuzioni seguenti:

1° Inveggiano sul servizio sanitario Marittimo nella propria circoscrizione e fanno rapporto al Ministro di Marina tanto sulle irregolarità che fossero per iscoprire, quanto sui miglioramenti a introdursi nel regime sanitario.

2° Deliberano in sede straordinaria tenute a richiesta del Direttore sanitario sui casi d'urgenza che loro vengono dal medesimo sottoposti.

Il Direttore Sanitario non sarà però

obbligato di conformarsi alle deliberazioni prese dai Consigli e potrà sotto la sua responsabilità adottare quei provvedimenti che riterà opportuni, riferendone immediatamente al Ministero.

3° Danno al Ministero di Marina i pareri che loro vengono chiesti sulle materie attinenti al Servizio Sanitario Marittimo.

Art. 10.

I Segretari delle Direzioni di Sanità Marittime eserciteranno le funzioni di Segretari dei Consigli.

Dei Direttori Sanitari

Art. 11.

I Direttori Sanitari sono Capi del Servizio nella propria giurisdizione. Sono posti sotto la loro dipendenza tutti gli Agenti ed Impiegati della Amministrazione Sanitaria e dei Lazzeretti.

Art. 12.

Le patenti di Sanità ed i permessi Sanitari di Cabotaggio sono rilasciati dai Direttori.

Art. 13.

I Direttori Sanitari Marittimi avranno facoltà di richiedere i Consigli Provinciali di Sanità entro la loro giurisdizione di convocarsi per avere schiarimenti sullo stato della salute pubblica dell'interno o della Provincia, e di intervenire a queste sedute, nelle quali però non avranno voto.

Art. 14.

Il numero degli Agenti e degli Impiegati dell'amministrazione Sanitaria Marittima tanto nei Porti e Spiagge che nei Lazzeretti ed altri Stabilimenti Sanitari, e le paghe e vantaggi di cui dovranno godere, saranno stabilite per Decreto Reale.

Dei Diritti Sanitari

Art. 15.

Tutte le tasse e diritti Sanitari sin qui percepiti sono aboliti, meno quelli di cui agli art. 17. 18. 19. e 20 della presente Legge.

Art. 16.

Sono esenti dal pagamento dei
Diritti Sanitari

1° I Bastimenti da guerra.

2° Le Navi in rilascio forzato anche
ammesse a pratica quando non
facciano operazioni di commercio
nei porti d'approdo;

3° I Battelli addetti alla pesca;

4° Le Navi dispensate dal munirsi
di Patente di Sanità.

5° I ragazzi al di sotto dei 7 anni
sbarcati nei Lazaretti, non che gli
indigenti che vi fanno stazione im-
barcati a spese del R. Governo o
per ordine dei Consoli Nazionali
od Esteri.

Art. 17.

Tutti i Bastimenti tanto Nazionali
che Esteri, esclusi quelli di cui all'Art.
precedente pagheranno ad ogni approdo
in libera pratica nei Porti dello Stato
le seguenti tasse Sanitarie:

Le Navi che abbiano toccata la Giunchia
Asiatica ed Europea, l'Egitto, la Siria,
e le Isole dell'Impero Ottomano per ogni
tonnellata L. 1.00.

Quelle provenienti dalle Americhe
dalle Coste Occidentali dell'Africa,
eccettuati i possedimenti del

Il carico di i pacchi di tela in capo
di Buena speranza per ogni tonnellata L. 0.80
Ogni altra provenienza marittima Id. " 0.30.
I Piroscafi in corso regolare di cor-
rispondenza non andranno soggetti
alla tassa che una sola volta al
mese, osservato il disposto dell'ultimo
alinea dell'Art. 8. della Legge 26.
Giugno 1851.

Nel caso di due approdi nello stesso
mese i Piroscafi procedenti da luoghi
di diversa categoria, pagheranno sempre
la tassa più forte.

Art. 18.

I Bastimenti Nazionali ed Esteri
giunti in istato di quarantena pa-
gheranno, oltre la tassa di cui all'Ar-
ticolo precedente una tassa fissa di
Centesimi dieci per ogni tonnellata
e per ogni giorno di Stazione.

Art. 19.

Le Navi addette al cabotaggio nel
littorale dello Stato, dispensate dall'ob-
bligo della Patente, riceveranno
un permesso sanitario di cabotaggio
pel quale pagheranno un diritto
fisso di L. 2. ogni anno.

Art. 20.

Le persone sbarcate nei Lazzeretti dello Stato, ad eccezione di quelle contemplate nel paragrafo 5° dell'Art. 16, pagheranno un diritto fisso di residenza, il quale è stabilito in L. Cinque per ogni giorno, oltre le spese del proprio mantenimento.

Art. 21.

Le visite del Medico per ciò che riguarda al Servizio Sanitario dei Lazzeretti ed altri Stabilimenti Sanitarij sono gratuite.

La cura medica dei quarantanti affetti da malattie accidentali e comuni durante il tempo della contumacia sia a bordo che nei Lazzeretti ed altri Stabilimenti Sanitarij è interamente a loro carico.

I Poveri saranno mantenuti nei Lazzeretti e curati se infermi, a spese del governo.

Art. 22.

Le mercanzie deposte e disinfettate nei Lazzeretti dello Stato sono soggette alle seguenti tasse:

I stacci, cenci, cavi vecchi, avanzi di sostanze animali, sono per ogni 100. Kilogrammi L. 0. 10.
Le Luoja di qualunque specie per ogni 100. Luoja " 1. 00.

Le pelli di Montone, di Capra, Vitelline
per ogni 100. pelli L. 6. 50.
Le Lane, i lini, canape, cotone
per ogni 100. Kilog. L. " 50.
La Lana greghia, le Stoffe e
tessute per ogni 100. Kilog. L. 11. 00.

Disposizioni diverse

Art. 23.

Per l'esecuzione della presente
Legge sarà provveduto con apposito
Regolamento approvato per R.
Decreto.

Art. 24.

Dal giorno della promulgazione
della presente Legge è abolita la
pena di morte comminata dalla
Legge dell'11. 8bre 1857.
Sarà in mancanza applicata la pena
della galera o lavori forzati a vita.

Art. 25.

Sono abrogate le disposizioni delle
Leggi e Regolamenti in ciò che sono
contrarie alla presente Legge.